



# Campagne JESUS SAUVE TOGO

KARA SOKODÉ LOMÉ 09 >> 27 Nov 2022

Avec Pasteur Mohammed SANOGO



# canal D

Une action de développement par la communication

Bimensuel d'Informations et de Communication

N°125 du 24 Novembre 2022

PRIX 250F

Conférence de Marrakech : P.4

## 14 recommandations pour réduire les risques de santé en Afrique



CETEF TOGO 2000 : P.5

## Les dernières nouvelles de la 17<sup>e</sup> Foire de Lomé



MODE P.2

## TOGOCOM et (FIMO 228) désormais ensemble



COP 27 P.6

## L'ATJ2E a joué sa partition en Egypte avec de nouveaux partenariats



## MINUSMA

# Malgré les démissions tous azimuts, le Togo toujours au chevet du Mali

Depuis la prise de pouvoir au Mali par les hommes en treillis, le pays de Soundjata Kéita est devenu le pestiféré d'Afrique suite aux bisbilles avec la France, notamment sur la question du retrait de la force Barkhane et les liens étroits qu'entretiennent les nouvelles autorités maliennes avec le groupe russe Wagner...

## Le Forfait Internet conçu pour toi!

Plus de mégas pour rester connecté tout le temps.

togocom.tg Avancez. Pour vous. Pour tous.



1 Composez \*909\*



2 Sélectionnez 1- Ça C'est Moi



3 Sélectionnez Internet



4 Choisissez le forfait fait pour vous



# TOGOCOM signe un partenariat officiel avec le Festival International du Mode au Togo (FIMO 228)

Lomé (Togo), le 17 Novembre 2022-TOGOCOM, le premier opérateur global qui avance pour, a le plaisir d'annoncer officiellement son partenariat, avec le Festival International de la Mode au Togo (FIMO228). L'occasion pour TOGOCOM de réaffirmer une fois encore son soutien et son engagement pour la culture Togolaise. Ce partenariat, entre TOGOCOM et le FIMO228 confère à TOGOCOM pour une durée de 3 ans, la nouvelle appellation de FIMO qui devient « TOGOCOM FIMO228 & TOGOCOM Lomé Men's Fashion Week ».

Conscient du rôle primordial de la culture dans l'épanouissement et le développement du Togo, TOGOCOM met une priorité particulière dans l'accomplissement et le suivi de projets culturels à fort impact pour la promotion des acteurs culturels et le rayonnement du Togo. Cela se concrétise par le soutien aux fêtes traditionnelles dans les différentes régions ainsi que l'accomplissement des concerts et festivals sur l'ensemble du territoire national, notamment, le Festival International de la

Mode (FIMO228) qui a une portée internationale depuis bientôt une décennie.

Depuis 2019, TOGOCOM, accompagne le FIMO228 en tant que sponsor officiel en s'alignant sur le même objectif socioculturel, celui de contribuer à l'épanouissement et au développement culturel du Togo.

TOGOCOM, renforce officiellement aujourd'hui cette collaboration, en devenant le sponsor officiel du Festival International de la Mode au Togo (FIMO228) qui devient TOGOCOM FIMO228. Ce

nouveau partenariat qui scelle l'émulation d'un réseau d'échange et de collaboration pérenne entre les créateurs en Afrique dans l'optique de former les jeunes créateurs ou aspirants créateurs à l'entrepreneuriat de la mode et de promouvoir le talent des jeunes créateurs et mannequins et des lutter contre la précarité.

LE TOGOCOM FIMO228 est un cadre de réflexion et d'échange de compétence autour de la mode pour une Afrique intégrée, développée et

épanouie, qui ambitionne de faire de Lomé la Capitale de la mode Africaine et une plate-forme par excellence. Bâtie sur la créativité et l'innovation, le FIMO offre aux créateurs et aux mannequins des possibilités d'innovations et de développement à travers l'accès à un marché d'exposition et de commercialisation de leurs produits.

Pour Monsieur Jacques LOGOH, Promoteur de TOGOCOM FIMO228 : « Nous remercions TOGOCOM pour sa confiance renouvelée depuis maintenant plus de trois ans. Ce nouveau partenariat vient à point nommé pour la célébration de notre

10ème anniversaire que nous voulons fêter en grande pompe et grâce au soutien de notre partenaire TOGOCOM, nous pouvons voir nos ambitions à la hausse et introduire de nombreuses innovations que nous ne tarderons de vous révéler très prochainement ».

Pour Monsieur Tarik Boudiaf, Directeur Général par intérim : « A travers le TOGOCOM FIMO228 & TOGOCOM Lomé Men's Fashion Week, Togocom réitère son engagement aux côtés de la culture togolaise pour la promotion des créateurs Togolais. Faire avancer la culture Togolaise me tient à cœur ».




**Togocom**  
propos de TOGOCOM

Précurseur de la technologie 5G au Togo et dans la sous-région, TOGOCOM est le leader du marché Togolais des télécommunications. Fruit du regroupement de TOGO TELECOM et de TOGOCEL, TOGOCOM a pour ambition de devenir le champion de la qualité de service aux meilleurs standards internationaux. Son histoire est celle d'un opérateur qui a grandi main dans la main avec l'ensemble des togolais. De la fourniture des premiers services de communication, à la fibre, en passant par les transactions financières via le mobile, le but a toujours été d'accompagner tout un chacun dans un univers technologique qui évolue sans cesse.

Place de la Réconciliation – (Quartier Atchanté)  
Boîte postale : 333 – Lomé – Togo

Téléphone : +228 22 53 44 01  
E-mail : spdgigt@togotelecom.tg  
Site web : togocom.tg

Avancer. Pour vous. Pour Tous.

MINUSMA :

## Malgré les démissions tous azimuts, le Togo toujours au chevet du Mali

Depuis la prise de pouvoir au Mali par les hommes en treillis, le pays de Soundjata Kéita est devenu le pestiféré d'Afrique suite aux bisbilles avec la France, notamment sur la question du retrait de la force Barkhane et les liens étroits qu'entretiennent les nouvelles autorités maliennes avec le groupe russe Wagner. Si nombre de pays n'affichent pas ouvertement leur position dans le bras de fer entre le pays mandingue et l'ancienne métropole, il est on ne peut plus clair que certains ont préféré la stratégie du chat échaudé qui craint l'eau froide. Ce qui n'est pas le cas du Togo qui a longtemps servi d'intermédiaire entre le Mali et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

En août 2022, une quinzaine de pays avait fait part à l'Organisation des Nations Unies (ONU) de leurs inquiétudes quant à la poursuite de leur engagement pour la mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma). Depuis lors, l'on assiste à des retraits en cascade motivés notamment par l'insécurité à laquelle font face leurs troupes pour les uns et la dégradation des relations avec le Mali et ses traditionnels partenaires pour les autres. A contrario, l'envoi du 10ème bataillon togolais au Mali, vient ramer à contre-courant et confirmer que le Togo est toujours un bon soutien de la mission onusienne.

### Nouveau bataillon togolais au Mali

La relève du 9ème bataillon togolais de la MINUSMA a commencé le dimanche 20 novembre 2022 laissant place au 10ème qui est constitué de 72 éléments précurseurs. 35 médecins et infirmiers de l'hôpital niveau 2 et 37 du bataillon officiers, sous-officiers et militaires qui composent le contingent togolais qui a quitté Lomé pour Bamako dimanche dernier pour une mission d'un an.

Après 4 mois de mise en condition opérationnelle au Centre d'entraînement



Récépissé N° 0469/21/01/13  
Edité par CANAL D GROUP  
RCCM N°TG-LOM 2016 B 1587  
02BP 20370 Lomé 02 Togo  
Tél : 00228 91 42 55 00 / 98 67 08 37

Email : journalcanal.d@gmail.com  
Casier maison de la presse : N°19  
Siège : Agoè Démakpoè, Von face à la microfinance COCEC ; en face de l'EPL SALOMON

Directeur de Publication  
Jean Legrand POLORIGNI

#### Rédaction

Francis Parreira  
Jean Legrand  
Yvette Sossou

Infographie : Impact Communication  
Imprimerie : Direct Print

aux opérations de maintien de la paix (CEOMP) dans plusieurs modules, ces hommes et femmes ont acquis des rudiments nécessaires pour accomplir efficacement leur mission, celle de contribuer à l'effort de maintien de la paix dans ce pays frère confronté à la menace terroriste et à l'extrémisme violent.

Le 5 novembre dernier, le chef d'état-major général adjoint des forces armées togolaises (FAT), Colonel Apedo Kodjo Ekpé, s'est entretenu avec le 10ème bataillon au CEOMP. Entretien au cours duquel la hiérarchie militaire a rappelé à l'ensemble du bataillon, les consignes générales et les enseignements qu'ils ont acquis durant leur phase de formation et aussi, les valeurs de cohésion, d'efficacité, de discipline, de courage et du sens du devoir accompli, qui devront prévaloir en leur sein, durant leur séjour au Mali.

Il ressort au travers du déploiement de ce nouveau bataillon à la mission du Mali, que le Togo réitère son engagement à son voisin de la CEDEAO en dépit des multiples attaques contre ses éléments, les attaques terroristes au nord de son territoire, dans un contexte où plusieurs pays annoncent leur retrait mieux encore leur démission. Il nous en souvient qu'alors que la CEDEAO avait une position tranchée vis-à-vis des autorités maliennes, le Togo était le seul pays à opter pour une solution à l'amiable avec Bamako. Dans la foulée, et contre toute attente le pays avait été frappé dans sa partie septentrionale par plusieurs attaques terroristes. Toutefois, celles-ci n'ont pas freiné les ardeurs de Lomé en faveur du pays frère du Mali en proie aux attaques terroristes.

Selon un rapport de la mission publiée en décembre 2020, le Togo est le 7ème pays contributeur en militaires de la mission avec 932 militaires et le 2ème contributeur en police avec 304 de ces policiers.



Les éléments du 10ème bataillon toholais en attente pour le départ au Mali



Arrivée du 09ème bataillon togolais de la Minusma

### Désengagement des pays

Tout a commencé par la France, principale puissance intervenant militairement au Mali notamment via les soldats de la force Barkhane, et qui a ouvert le bal du retrait. Après une première annonce en septembre 2021, la métropole avait décidé en février de retirer ses troupes et les derniers militaires français ont quitté le Mali cet été, après près d'une décennie d'intervention marquée par des détériorations de leurs relations diplomatiques.

En l'espace de quelques mois, sept autres pays ont décidé de l'arrêt ou de la suspension de la participation de leurs soldats à cette mission de l'ONU au Mali. En effet, la Suède, le Salvador, le Bénin, l'Egypte, le Royaume-Uni, et la Côte d'Ivoire la semaine dernière et lundi dernier, puis l'Allemagne, ont annoncé leur départ avec des raisons différentes les unes que les autres.

En mars de cette année, le gouvernement suédois a annoncé que le pays mettrait fin à sa mission militaire au Mali en 2023, un an plus tôt que prévu en avançant le changement des conditions dans lesquelles ses soldats ont travaillé.

Environ deux mois plus tard soit en mai dernier, le Bénin avait exprimé le besoin de rappeler ses troupes en vue de renforcer sa sécurité intérieure après des attaques à la frontière avec le Burkina Faso. Ce sont ainsi 456 éléments béninois de la MINUSMA qui rentreront progressivement dans leur pays avant novembre 2022.

Pour l'Egypte, sa décision prise en août 2022 de se retirer temporairement des forces des Nations Unies correspond aux multiples attaques contre ses soldats en territoire malien.

Pour le seul mois de novembre 2022, trois nations ont planifié leur retrait. Le 14 novembre, pour le Royaume-Uni, prétextant que les autorités maliennes ont recours aux mercenaires russes de Wagner malgré les dénégations de la transition malienne.

Dans un courrier adressé aux Nations unies, le 11 novembre dernier, Abidjan a notifié le retrait de son contingent de 900 casques bleus au sein de la force onusienne d'ici août 2023 sans être relevés.

Le pays y rappelle qu'il reste engagé au service de la paix et est « disposé à redé-

ployer les contingents retirés du Mali, dans les autres missions onusiennes de maintien de la paix ». Si la lettre ne donne pas les raisons de ce retrait progressif, les esprits avisés estiment qu'il relève des relations diplomatiques dégradées entre le Mali et la Côte d'Ivoire en raison de l'affaire dite des « 49 militaires », arrêtés et placés aux arrêts à Bamako le 10 juillet 2022.

Selon l'Agence France Presse (AFP), « les soldats allemands doivent mettre fin à leur engagement dans l'opération des casques bleus de l'ONU Minusma au plus tard en fin 2023 ». D'après les informations, cette décision, qui fait l'objet d'un accord de principe au sein du gouvernement allemand, devrait être annoncée officiellement mardi 22 novembre, selon la source gouvernementale allemande citée par l'AFP.

Pour rappel, la MINUSMA qui compte environ 12 000 soldats, est la mission de maintien de la paix de l'ONU ayant subi le plus de pertes en vies humaines.

Y. S. & J.L.

Conférence de Marrakech :

# 14 recommandations pour réduire les risques de santé en Afrique

Du 16 au 18 novembre dernier, 57 pays africains et plusieurs experts de haut niveau venus d'Afrique, du Moyen-Orient, d'Europe, d'Asie et des Amériques ont participé à la première Conférence africaine sur la réduction des risques en santé, organisée à Marrakech au Maroc sous le leadership de sa majesté le roi Mohammed VI du Maroc par le ministère de la santé et de la protection sociale en partenariat avec l'association de médecine addictive et Pathologies Associées (MAPA). Après plusieurs sessions, différents panels, B to B, plusieurs recommandations ont été faites par les 800 participants afin d'améliorer les systèmes de santé sur le continent, et ce aussi bien en termes d'accessibilité, de qualité et d'accessibilité financière.



Dr. Imane Kendili, Pdtte de l'Association Marocaine de Médecine Addictive et Pathologies Associées

Tirant les leçons de la pandémie au corona virus et conscients des réalités en santé que traversent les pays du continent africain, les participants ont convenu de la nécessité pour le continent africain de se doter d'une stratégie et d'un système de santé africain collectif, intégré et résilient avec un partage des meilleures pratiques capables d'assurer la sécurité sanitaire et des soins de santé de qualité à toutes et à tous. Fort de ce qui précède, l'Assemblée recommande l'importance de promouvoir le renforcement des systèmes de santé sur le continent africain en utilisant une approche de réduction des risques. Il est également question d'améliorer les conditions de vie quotidiennes de toutes les citoyennes et de tous les citoyens, à travers l'amélioration de l'environnement dans lequel les individus naissent, grandissent, vivent et vieillissent, grâce notamment à une transformation en profondeur des systèmes de santé, à des stratégies éthiques de réduction des risques et à des innovations en matière de réduction des risques sanitaires connus. En troisième position, les participants conviennent de l'urgence de développer des politi-



Pr. Khalid Ait Taleb, ministre marocain de la Santé et de la Protection Sociale

ques de soins de santé en Afrique qui sont axées sur une couverture médicale universelle au patient-citoyen et respecter l'accès équitable à des soins de santé de qualité en tant que droit humain fondamental. Au point 4, promouvoir les mécanismes de protection sociale et garantir l'accès à des services de santé essentiels de qualité et abordables, incluant les médicaments pharmaceutiques et les médecines traditionnelles et naturelles. 5. Présenter les stratégies de riposte face à l'épidémie de Covid-19 et en tirer des enseignements qui serviront d'exemples pour la mise en œuvre d'un système de soins de santé efficace, collaboratif et résilient en Afrique. 6. Accélérer la mise en œuvre de la vision et de la stratégie des soins de santé primaires et développer la télémédecine et l'utilisation de la santé numérique pour atteindre les populations isolées et vulnérables. 7. Améliorer l'accès à des soins en psychiatrie et en santé men-

tales de qualité, en phase avec le développement des connaissances et des traitements et les besoins spécifiques des patients liés à leur âge, leur condition socio-économique, leur environnement et leurs vulnérabilités. 8. Reconnaître les addictions, avec ou sans substance, comme des maladies éligibles à des soins remboursables. 9. Promouvoir l'éducation sur un mode de vie qui soit plus sain basé l'activité physique, une alimentation saine et des choix de vie à moindre risque. 10. Accroître le financement de la santé en recourant à des mécanismes de financement novateurs et durables, notamment des partenariats public-privé, augmenter l'affectation des ressources nationales et se féliciter de la solidarité mondiale. 11. Promouvoir le cannabis médical en tant que nouveau traitement contrôlé pour soigner des maladies spécifiques et établir des principes directeurs éthiques pour réglementer le cannabis médical afin d'en faire

une mesure de réduction des risques.

12. Reconnaître que la santé numérique offre la possibilité de développer et de renforcer les systèmes de santé africains en supprimant les obstacles que sont le coût, l'accessibilité ou la qualité insuffisante des soins, tout en élargissant la gamme des services fournis, notamment dans les régions où les infrastructures et le personnel médical sont rares ou inexistantes.

13. Élaborer une charte africaine de la réduction des risques de santé fondée sur une vision multipartite de la réduction des risques en santé en sa qualité de démarche essentielle pour la transformation souveraine des systèmes de santé dans un environnement africain qui privilégie la solidarité et la coopération au service de la sécurité sanitaire de toutes les citoyennes et tous les citoyens africains.

14. Tenir une conférence annuelle pour garantir la poursuite et l'accélération des efforts en vue d'améliorer la couverture médicale universelle pour toutes et pour tous sur le continent africain.

La prochaine conférence annuelle est prévue pour le mois d'octobre 2023, avec un accent particulier mis sur l'eau, l'alimentation et l'environnement.

Jean Legrand W. Polorigni, Depuis Marrakech (Maroc) pour Lomé (Togo)

Sommet USA-Afrique :

# Les contours de l'événement avec l'exclusion de quatre pays africains

En prélude au sommet des dirigeants USA-Afrique qui se tient du 13 au 15 décembre 2022 à Washington sur initiative du président américain Joe Biden, un point de presse annonçant l'événement a eu lieu mardi 22 novembre dernier. Tenant compte des déclarations des conférenciers, quatre états du continent africain ne seront représentés par leurs dirigeants.

Par visio conférence le 22 novembre, le Secrétaire d'État adjoint au Bureau des Affaires africaines, Robert Scott a co-animé une conférence de presse avec l'assistante spéciale de Joe Biden et directrice principale du sommet, Dana Banks, depuis la capitale américaine.

Avec des professionnels de médias d'Afrique, les deux conférenciers ont discuté de l'agenda du prochain sommet

trois jours en vue du renforcement du partenariat et des relations entre les États-Unis et les pays africains pour faire avancer leurs priorités communes.

Selon l'ancienne cheffe-adjointe de mission à l'ambassade des États-Unis au Togo, le prochain sommet démontrera l'engagement durable des États-Unis envers l'Afrique et soulignera l'importance des relations américano-africaines et d'une coopération accrue sur les priorités mondiales partagées.

« Nous nous attendons à ce que certains des résultats soient un reflet approfondi et élargi de notre partenariat à long

terme entre les États-Unis et l'Afrique, alors que nous faisons progresser nos priorités communes. Nous visons à amplifier les voix africaines pour relever en collaboration les défis déterminants de cette époque, et réellement, alors que nous tirons parti du meilleur de l'Amérique, y compris notre gouvernement, notre secteur privé, notre société civile, notre diaspora, pour élever et autonomiser les institutions, citoyens et les nations africaines.», a affirmé Dana Banks.

Afrique, un acteur géopolitique clé Pour la directrice

principale du sommet, l'Afrique façonnera l'avenir et pas seulement l'avenir du peuple africain, mais également celui du monde et fera la différence en s'attaquant aux défis les plus urgents et en saisissant les opportunités auxquelles tous sont aujourd'hui confrontés.

« Le sommet est réellement enraciné dans la reconnaissance que l'Afrique est un acteur géopolitique clé, qui façonne notre présent et façonnera notre avenir. Comme l'a souligné le secrétaire Blinken lorsqu'il s'est rendu dans la région (saharienne ndlr) au

Suite à la page 5

CETEF TOGO 2000 :

## Les dernières nouvelles de la 17<sup>e</sup> Foire de Lomé

À petits pas, nous nous approchons de la 17<sup>e</sup> Foire internationale de Lomé (FIL) qui signe son grand retour deux après une suspension pour cause de pandémie au Corona virus. Quelles sont les dernières nouvelles de cette grande messe commerciale qui attire exposants, hommes d'affaires, et visiteurs ?

### Rencontres B to B : date d'inscription prorogée

Durant la 17<sup>e</sup> FIL prévue pour la période de 30 novembre au 18 décembre 2022, la direction générale du Centre Togolais des expositions et foires (CETEF) organise des rencontres d'affaires : B2B, des réunions et conférences. L'objectif est de permettre aux opérateurs économiques et hommes d'affaires de promouvoir leurs produits, services et de nouer des relations importantes.

À cet effet, la date butoir initialement prévue pour le 11 novembre dernier est prorogée. Les entreprises désirant participer à ces rencontres B2B sont invitées à s'inscrire via le formulaire disponible sur le site [www.cetef.tg](http://www.cetef.tg)

### Interdiction de vendre hors stands

Elle se veut « la Foire

de toutes les opportunités » mais la 17<sup>e</sup> FIL suit un règlement intérieur. L'une des règles est l'interdiction de la vente ambulante sur le site.

« Durant cette 17<sup>e</sup> Foire internationale de Lomé, la vente ambulante est strictement interdite sur le site. Chaque exposant est tenu de vendre et promouvoir ses produits exclusivement dans son stand, sous peine d'être exclu de la foire. », lit-on dans un communiqué en date de 18 novembre dernier.

Pour cette édition de la FIL placé sous le thème, « Compétitivité des biens et services pour la relance de l'économie en période post covid-19 », une superficie de 18 000 mètres carrés est accordée aux 300 000 exposants et 1 000 visiteurs attendus à CETEF Togo 2000. Les tarifs des exposants sont fixés à 35 000 F CFA le mètre carré pour la surface extérieure.

Pour la surface intérieure construite non climatisée, 55 000 F CFA est le prix fixé pour le mètre carré. Et pour ceux qui le désirent, une surface intérieure construite et climatisée est également mise à disposition à 65 000 F CFA le mètre carré.

### Mise à jour de l'application de la Foire

Pour suivre quotidiennement les informations relatives à la 17<sup>e</sup> FIL, l'application numérique « Foire Togo 2000 » a été mise à jour et propose de nouvelles fonctionnalités pour combiner le physique et le virtuel. Téléchargeable gratuitement sur la plateforme Play store, cette application se veut une grande vitrine pour les exposants que pour les visiteurs.

Pour les exposants, l'application « Foire Togo 2000 » favorise la présentation des produits et services et surtout vise à inciter les utilisateurs à visiter leurs stands à travers les notifications qui leur seront envoyées.

Pour les visiteurs, cet



outil va leur permettre de faire aisément l'achat de leurs tickets d'entrée via Flooz ou T-money, avoir une idée des exposants et effectuer une visite guidée virtuelle des expositions.

Ils pourront aussi découvrir les promotions et consulter le programme des activités (Caravane, jeux et concours, concerts, soirée culturelles, nuit de la Foire, remises d'attestation et de trophées, etc.)

Misant sur la

digitalisation comme majeure innovation, les autorités togolaises veulent limiter au maximum la contamination à la COVID-19 à cette 17<sup>e</sup> FIL.

Aussi, faut-il noter que les visiteurs peuvent gagner des tickets d'entrée, des badges d'accès et pass pour la nuit de la foire en téléchargeant et en faisant télécharger l'application par des proches amis.

Yvette Sossou

Sommet USA-Afrique :

## Les contours de l'événement avec l'exclusion de quatre pays africains

début de cette année, l'Afrique façonnera non seulement l'avenir des Africains, mais aussi celui du monde.», assure-t-elle.

Le sommet reflète la stratégie américaine envers l'Afrique subsaharienne, qui met vraiment l'accent sur l'importance cruciale de la région pour relever les défis déterminants de cette époque. Partageant ce point de vue, le diplomate Robert Scott a indiqué que, « Les problèmes qui affectent le monde seront en grande partie résolus par les Africains ».

D'ailleurs, le président Biden estime que la collaboration des États-Unis avec les dirigeants africains ainsi que la société civile, les entreprises, la diaspora, les femmes et les jeunes leaders est essentielle pour relever les défis communs en saisissant certaines opportunités. Il s'agit notamment de l'augmentation de la production alimentaire durable ; le renforcement des systèmes de santé, la reprise après la pandémie au Corona virus ; la réponse à l'aggravation de la crise climatique ; la bâtisse d'une

économie mondiale forte et inclusive tout en fournissant une aide humanitaire vitale, etc.

### Le menu du sommet

Après la présentation des objectifs du sommet par Dana Banks, Robert Scott a saisi le point de presse numérique pour renseigner les journalistes du programme des trois jours de l'événement.

Ainsi, le premier jour qui est la journée d'ouverture se veut plus large. « Nous organisons une série de forums : un forum des jeunes leaders africains et de la diaspora ; un forum de la société civile ; un forum sur la paix, la sécurité et la gouvernance. Il y aura des discussions sur le climat ainsi que sur la santé. », a détaillé le secrétaire adjoint au Bureau des affaires africaines relativement au jour 1.

La deuxième journée sera consacrée au Forum des affaires États-Unis-Afrique, et une journée complète d'opportunités pour les entreprises africaines et américaines de se réunir et de rencontrer des délégations du continent.

Le troisième et dernier jour est « le jour des dirigeants



Robert Scott

», évidemment, avec le président Biden et les chefs de délégation, chefs d'État du continent invités puisque tous ne le sont pas.

### Quatre états exclus

Selon les informations avancées par l'assistante spéciale du président Biden, le président a invité environ 49 chefs d'État pour prendre part aux travaux du sommet afin d'amplifier les voix africaines pour relever les défis mondiaux de manière collaborative.

Toutefois les chefs d'État de quatre pays ne seront pas les bienvenus car ils sont exclus. Il s'agit notamment du Burkina Faso, de la Guinée, du Soudan et du Mali, quatre pays actuellement suspendus par l'Union africaine et dirigés par



Dana Banks

des hommes forts à la suite de coups d'état.

D'après le processus utilisé par le président Joseph R. Biden révélé la semaine dernière par le Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche pour inviter les gouvernements africains à assister au Sommet des dirigeants États-Unis-Afrique, trois critères sont principalement pris en compte. Des états qui n'ont pas été suspendus par l'Union africaine, des États que le gouvernement américain reconnaît et des États avec lesquels les USA échangent mutuellement des ambassadeurs.

Pour l'heure, seuls 45 chefs d'État africains ont confirmé leur présence à l'événement qui se tient dans

une vingtaine de jours.

### Sommet de 2014 : Quelle différence ?

Ce sommet est le premier du genre avec les chefs d'État africains depuis celui organisé en 2014 sous l'ex-président Barack Obama.

Si Dana Banks affirme « ne pas chercher à comparer et à opposer, mais plutôt à, encore une fois, compléter notre relation avec le continent », elle a cependant ajouté que « c'est l'élément de la diaspora qui est vraiment l'une des principales différences entre ce sommet et 2014 ».

Par ailleurs, Mme Banks a indiqué que la première session du Sommet des dirigeants est axée sur l'agenda 2063 et qu'un forum spatial civil et commercial sera au rendez-vous. Cela permettra, selon elle de répondre non seulement à la crise climatique, mais aussi promouvoir un comportement responsable dans l'espace et renforcer la coopération dans les domaines du commerce et de la science.

Y. S.

COP 27 :

## Bilan en demi-teinte avec la mise en place du fonds pour répondre aux pertes et préjudices

Après de longues négociations truffées de périodes de prolongation, la 27<sup>ème</sup> Conférence des Parties sur le climat (COP 27) a finalement débouché sur la mise en place d'un fonds spécifique dédié aux pertes et dommages pour les pays les plus pauvres qui subissent de plein fouet les conséquences des changements climatiques alors qu'ils sont très peu émetteurs de Gaz à Effet de Serre (GES). Un bilan, en demi-teinte, car aucun effort supplémentaire n'a été réalisé sur la réduction des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

L'annonce a été faite par le président de la COP, Sameh Shoukry, dimanche matin à Sharm El-Sheikh en Egypte. « *Très chers amis, nous avons entendu vos appels et nous avons répondu aujourd'hui à Sharm El-Sheikh. Nous avons mis en place le tout premier fonds dédié aux pertes et préjudices. Un fonds que nous avons mis tant de temps à mettre sur pied.* », a-t-il déclaré devant les délégués des 200 pays à la COP27, en Égypte.

Les pertes et préjudices font référence aux dégâts climatiques, parfois irréversibles, déjà subis dans certains pays à la suite des changements climatiques. La demande de leur financement était l'une des revendications principales des

pays du Sud à la COP27, qui vivait ses dernières heures dimanche en Égypte, après de longues heures de négociations.

L'adoption de la résolution, par consensus, a été suivie d'applaudissements nourris. Une suspension d'une demi-heure de la séance plénière de la COP a ensuite été décidée par le président égyptien de la COP27.

Le texte adopté prévoit en outre la mise en place rapide d'un comité chargé d'opérationnaliser le fonds pour les pertes et dommages en vue d'une mise en place définitive lors de la COP28, prévue en novembre-décembre 2023 aux Émirats Arabes-Unis.

La mise en place d'un financement des pertes et pré-



judices était demandée depuis des années par les pays du Sud mais les pays riches ont toujours renâclé, de peur notamment qu'une reconnaissance des dégâts climatiques n'entraîne des actions en justice pour réparation.

Par ailleurs, de vives inquiétudes ont été exprimées quant au fait que l'objectif des pays développés parties de mobiliser conjointement 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 n'a pas encore été atteint. Les pays développés ont été exhortés à atteindre cet objectif et les banques multilatérales de développement et les institutions financières internationales ont été appelées à mobiliser le financement climatique.

Au cours de la COP 27, les délibérations se sont poursuivies sur la fixation d'un « nouvel objectif collectif chiffré sur le financement du climat » en 2024, en tenant compte des besoins et des priorités des pays en développement.

### Atténuation

La COP 27 a fait progresser de manière significative les travaux sur l'atténuation. Un programme de travail sur l'atténuation a été lancé à Charm el-Cheikh, visant à intensifier de toute urgence les ambitions et la mise en œuvre de l'atténuation. Ce programme de travail débutera immédiatement après la COP 27 et se poursuivra jusqu'en 2030, avec au moins

deux dialogues mondiaux organisés chaque année. Les gouvernements ont également été invités à réexaminer et à renforcer les objectifs fixés pour 2030 dans leurs plans nationaux pour le climat d'ici à la fin de 2023, ainsi qu'à accélérer les efforts visant à réduire progressivement l'énergie produite à partir du charbon et à supprimer les subventions inefficaces accordées aux combustibles fossiles.

À la fin de la COP 27, les experts du climat avertissent que le monde est toujours « au bord de la catastrophe climatique », et la réduction des émissions de gaz à effet de serre reste la seule réponse.

Francis Parreira

COP 27 :

## L'ATJ2E a joué sa partition en Egypte avec de nouveaux partenariats

La 27<sup>ème</sup> Conférence des parties des nations unies sur les changements climatiques (COP 27) s'est tenue à Sharm El-Sheikh en Egypte du 6 au 19 novembre 2022 avec la participation des décideurs, des experts et des acteurs de la société civile. L'Association Togolaise des Journalistes Engagés pour l'Environnement (ATJ2E) n'est pas restée en marge de cette messe mondiale des acteurs de l'environnement.



Le Pdt de l'ATJ2E avec James Fahn

Le réseau de journalistes togolais y était représenté par son président Hector Nammangue. Journaliste spécialisé en environnement et premier responsable du journal en ligne VertTogo, il a couvert les activités de cette COP et rencontré des représentants d'autres réseaux de journalistes

environnementalistes ainsi que des acteurs du climat exerçant dans d'autres pays du monde. Objectif, tisser des partenariats pour améliorer l'impact et les activités de l'association au Togo.

Entre autres rencontre, celle avec le journaliste environnementaliste américain, James Fahn, directeur exécutif du Earth



Le Pdt de l'ATJ2E avec Mounir Jamaï de NRCI

Journalism Network (EJN) et représentant du Climate Tracker (CT). Projet d'Internews, l'EJN est une communauté mondiale de plus de 5 000 Journalistes qui couvrent les sujets environnementaux. Climate Tracker (CT) est quant à elle une organisation internationale à but non lucratif, dont l'objectif est de soutenir,

former et encourager un meilleur journalisme climatique à l'échelle mondiale.

Les échanges ont tourné autour d'une possibilité de former les membres de l'ATJ2E sur la biodiversité et le Journalisme sur le climat. James Fahn a salué le travail qu'abat l'ATJ2E pour sensibiliser les populations

togolaises sur les enjeux environnementaux. Il a également exprimé sa volonté d'accompagner l'association par des renforcements de capacités et des webinaires sur les reportages sur la biodiversité et le climat.

La présence de l'ATJ2E à la COP 27 a également permis la rencontre de potentiels partenaires privés comme la société NRCI, spécialisée dans les énergies renouvelables. Le président directeur général de la société, Mounir Jamaï, a affirmé son désir d'appuyer le réseau des journalistes par diverses formations sur l'intérêt de sensibiliser les populations sur l'usage des énergies vertes.

Pour rappel, créée en 2018, l'ATJ2E s'est assignée comme mission de sensibiliser régulièrement les Togolais, à travers des productions écrites et audio-visuelles, des supports de communications, des émissions radio-télé, actions citoyennes afin d'inciter ces derniers à protéger et sauvegarder l'environnement.

La rédaction



## COMMUNIQUE

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance des candidats au recrutement des agents de surveillance du territoire douanier suivant l'appel à candidatures externes N° 008/2022/OTR/CG/CSG/DRHFP du 11 octobre 2022 que les résultats de présélection, après dépouillement et étude de conformité des dossiers sont disponibles et peuvent être consultés à partir du **mercredi 23 novembre 2022** en intégralité sur le site internet [www.otr.tg](http://www.otr.tg)

Lesdits résultats sont également disponibles dans les divisions régionales des impôts à Tsévié, Kpalimé, Atakpamé, Sokodé, Kara et Dapaong, uniquement pour les candidats qui y ont respectivement fait le dépôt. Les candidats retenus sont convoqués à **un test écrit de sélection qui aura lieu le 26 novembre 2022 à partir de 7h00 à Lomé et à Kara** suivant la répartition ci-après :

- I- **Centres de Lomé** : les candidats ayant déposé leurs dossiers au siège de l'OTR à Lomé et dans les divisions des Impôts à **Tsévié, Kpalimé et Atakpamé**.
- II- **Centres de Kara** : les candidats ayant déposé leurs dossiers dans les divisions des impôts à **Sokodé, Kara et Dapaong**.

Les réclamations sont reçues dans les lieux de dépôt de candidatures au plus tard le **jeudi 24 novembre 2022 à 17h30**.

NB : - *Les listes de répartition des candidats par salle sont disponibles sur le site internet de l'OTR [www.otr.tg](http://www.otr.tg) et peuvent être consultées dans les lieux de dépôts de candidatures à partir du **mercredi 23 novembre 2022***

- *Les candidats sont invités à se munir de leur carte nationale d'identité ou passeport en cours de validité le jour du test*

Fait à Lomé, le 23 novembre 2022  
**Le Commissaire Général**

**Philippe Kokou B. TCHODIE**

**C'est Reparti!**

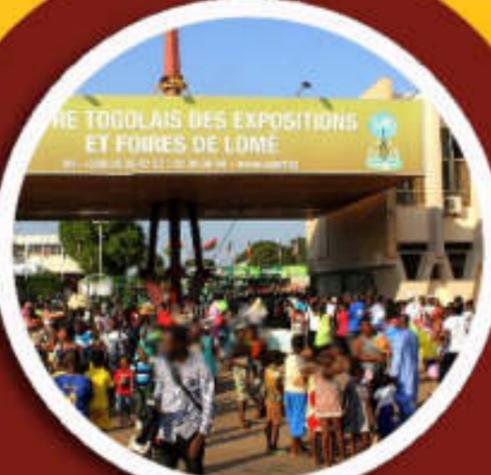
**30 Nov.  
18 Déc.  
2022**

**17<sup>ème</sup>  
Foire  
Internationale de  
LOME**

**Foire de toutes les opportunités**



**THÈME:  
COMPÉTITIVITÉ DES  
BIENS ET SERVICES POUR  
LA RELANCE ÉCONOMIQUE  
POST COVID 19**



  
**+1000  
EXPOSANTS**

  
**+300 000  
VISITEURS**

  
**90 000 M<sup>2</sup>  
D'ESPACE**



**CETEF-LOME**  
+228 91 20 70 70 / 99 20 70 70  
[www.cetef.tg](http://www.cetef.tg)



Activité sous strict respect des mesures barrières au Covid 19